

Paris, le 13 décembre 2012

**DECLARATION PUBLIQUE  
DU CONSEIL D'ÉGLISES CHRETIENNES EN FRANCE  
A L'OCCASION DE SON VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE**

Le dialogue demande du temps, il s'inscrit dans la durée ; l'instantanéité laisse plus la place aux passions qu'à la compréhension. Le Conseil d'Églises chrétiennes en France dialogue depuis vingt-cinq ans et, s'il n'est pas un modèle, il peut être donné en exemple de cette volonté de dialoguer dans la durée.

Nous souhaitons encourager dans notre pays le dialogue patient et respectueux. Chacun connaît les sujets qui divisent aujourd'hui, ils sont nombreux : « mariage pour tous », fin de vie, laïcité, et nous pourrions ajouter : cumul des mandats, gaz de schiste...

Ces questions importantes doivent être discutées sans précipitation, en prenant le temps de bien clarifier tous les enjeux. Un débat authentique, argumenté, préfère l'analyse des situations à l'émotion, il ne majore pas l'importance des sondages d'opinion et ne cède pas à l'influence des groupes de pression. Il est indispensable que chacun puisse exprimer librement ses avis, sans être a priori classé en termes réducteurs d'opposition ou d'alignement.

Sur des questions majeures pour l'avenir de la société, il est essentiel que *tous* les acteurs de la société française soient associés à la discussion, sans exclusive. Nos Églises sont pleinement dans leur rôle lorsqu'elles participent au débat dans l'espace public, de manière loyale et critique, au service du bien commun. L'Évangile ne s'oppose pas à la séparation des Églises et de l'État ; et la foi chrétienne n'est pas un obscurantisme dont il faudrait libérer les esprits<sup>1</sup>.

En France, différentes instances de concertation permettent à des citoyens aux options philosophiques différentes de dégager des convictions communes dans le domaine économique ou éthique. À l'occasion de cet anniversaire du Conseil d'Églises chrétiennes en France, nous voulons dire que le dialogue respectueux permet de comprendre les raisons des positionnements de chacun et de les respecter, même quand il n'est pas possible d'arriver à un consensus. Nous désirons pour notre pays un authentique dialogue sociétal fondé sur le respect et, pourquoi ne pas le dire, sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Pasteur Claude BATY

Métropolitaine EMMANUEL

Cardinal André VINGT-TROIS

*co-présidents*

---

<sup>1</sup> On ne saurait en effet invoquer la laïcité pour contester aux chrétiens leurs prises de position sur des sujets de société. Est-il nécessaire de rappeler que la Convention européenne des droits de l'homme garantit à chacun « la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé » (art. 9) ?